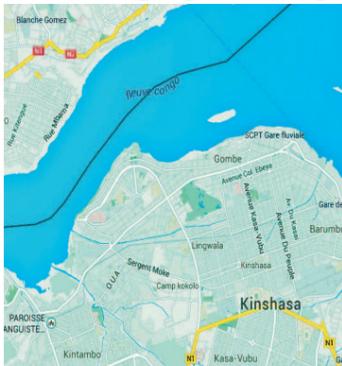


RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3985 - MERCREDI 28 AVRIL 2021

GOUVERNEMENT SAMA LUKONDE

Après l'investiture, le plus dur commence



Le Premier ministre et son équipe pendant la cérémonie d'investiture

Le programme présenté le 26 avril par Sama Lukonde à la chambre basse du Parlement contient quinze piliers ciblant quatre secteurs, à savoir la pacification de l'est du pays, la reconstruction du pays, l'Etat de droit et le social. Ce programme étalé sur trois ans devrait coûter 36 milliards de dollars américains. Si, pour certains députés, les prévisions sont bien à la hauteur des ambitions que nourrit le grand Congo pour essayer de rétablir les équilibres rompus en faisant bouger les lignes ; pour d'autres, il n'est pas assorti des indications claires sur la base desquelles il pourrait être évalué à des échéances déterminées.

Page 2

VILLE-PROVINCE DE KINSHASA

Une loi pour réguler le transport par taxi-moto

Les députés provinciaux de la ville de Kinshasa ont, à l'unanimité, jugé recevable l'édit portant régulation de transport par taxi-moto dans la capitale congolaise. Ce projet d'édit a fait l'objet d'examen et de débat au cours de la plénière du 26 avril à l'Assemblée provinciale de Kinshasa. Jugée

recevable, le texte a été transmis à la Commission politique, administrative et judiciaire pour toilettage. Il s'agit de l'identification des taxis-motos, de l'imposition d'une plaque et de la délivrance, par le ministère provincial de Transport, de l'autorisation de transport par moto, etc.

Page 4

GESTION DE LA FINTECH

L'ARPCE et l'ARPTC procèdent à un échange d'expériences

Réunies en atelier les 22 et 23 avril à Kinshasa, les deux institutions de régulation des postes et télécommunications des deux Congo se sont nourries de leurs pratiques autour de l'écosystème de la FinTech dans leurs pays respectifs et des deux projets mis en œuvre, le hub digital et le timbre électronique.

Ce partage d'expérience, indique-t-on, était important pour la RDC car il fait partie de la volonté de l'utilisation de la monnaie mobile au-delà d'un outil de transfert d'argent, mais beaucoup plus, comme un moyen de paiement électronique, de développement de l'écosystème du commerce électronique.

Page 5

RDC-FRANCE

Les questions bilatérales et l'Afrique au centre des échanges

La coopération bilatérale entre la France et la RDC a été au centre des échanges entre les présidents Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron, le 27 avril, à l'Élysée. La volonté de développer la coopération économique, les opportunités offertes à la jeunesse congolaise à travers les projets d'éducation, de santé et de création d'emplois ont été au centre des discussions.

La francophonie, les efforts d'accompagnement pour la stabilité, la paix sur toute l'étendue du territoire national, le prochain sommet de Paris du 17 et 18 mai prochain consacré au financement des économies africaines ont également été au menu des échanges entre les deux chefs d'États.

Page 3



Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron en conférence de presse sur le perron de l'Élysée

GOUVERNEMENT SAMA LUKONDE

Après l'investiture, le plus dur commence

Après moult tergiversations, le gouvernement Sama Lukonde a finalement été investi par la chambre basse du Parlement.

C'était au cours de la plénière du 26 avril qui a vu quatre-cent dix députés sur les quatre cent douze présents approuver le programme gouvernemental présenté par le Premier ministre dans un hémicycle qui compte cinq cents membres. Un record pour le nouvel exécutif national de qui les Congolais attendent des solutions concrètes à impact direct sur leur quotidien.

Le programme présenté par Sama Lukonde contient quinze piliers ciblant quatre secteurs, à savoir la pacification de l'est du pays, la reconstruction du pays, l'Etat de droit et le social. Ce programme étalé sur trois ans devrait coûter 36 milliards de dollars américains. Jean-Michel Sama entend augmenter le budget annuel actuel de 6 à 12 milliards USD et dit vouloir compter, entre autres,



sur la signature d'un programme avec le Fonds monétaire international pour 1,6 milliard. En fin de compte, un programme avec trois-cent quarante actions pour les deux ans et demi restant du premier mandat du président Félix Tshisekedi. Si pour certains députés, les prévisions sont bien

à la hauteur des ambitions que nourrit le grand Congo pour essayer de rétablir les équilibres rompus en faisant bouger les lignes, pour d'autres, il n'est pas assorti des indications claires sur base desquelles il pourrait être évalué à des échéances déterminées.

Une chose est sûre, c'est que le plus dur commence pour Sama Lukonde et son équipe qui ont intérêt à redonner espoir aux Congolais en faisant preuve d'ingéniosité avec des solutions novatrices. Cependant, des notes de scepticisme ne manquent pas pour mettre en évidence le côté aléatoire d'un

programme certes ambitieux, mais dont l'exécution risque de se buter à certaines difficultés. « *Je note que le programme est trop ambitieux, parier des ressources de 300% sur 3 ans peut être hasardeux. Il y a risque d'impasse pour son exécution* », avait réagi le député Sessanga sur son compte Twitter.

L'un des défis majeurs que doit relever l'actuel ministre est l'addiction du pays au secteur minier qui freine le développement économique du pays. Le nouveau gouvernement devra également tabler sur des initiatives visant à mobiliser davantage des

ressources financières au profit du trésor en maximisant notamment la mobilisation des recettes pour la matérialisation du programme quinquennal du chef de l'Etat.

En outre, l'amélioration du pouvoir d'achat, la création d'emplois, le renforcement de la sécurité dans l'est du pays, la gratuité de l'enseignement et le meilleur accès aux soins de santé, comptent parmi les grandes attentes de la population RD-congolaise pour lesquelles le nouveau gouvernement est en droit d'apporter des réponses idoines.

Alain Diasso

« *Je note que le programme est trop ambitieux, parier des ressources de 300% sur 3 ans peut être hasardeux. Il y a risque d'impasse pour son exécution* »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Tonto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RDC-FRANCE

Les questions bilatérales et l'Afrique au centre des échanges

Le président de la RDC et président en exercice de l'Union africaine Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a été reçu, le 27 avril, au Palais de l'Élysée. Accueilli sur le perron du palais présidentiel par son homologue Emmanuel Macron, les deux chefs d'Etat se sont aussitôt exprimés devant un parterre de journalistes.

Après son mot de bienvenue, le président Emmanuel Macron a d'emblée félicité le président Tshisekedi pour « les échéances de politique intérieure franchies avec succès » qu'il considère comme « une étape importante de la modernisation de la vie démocratique et politique en République démocratique du Congo(RDC) », allusion faite clairement à la création de l'Union sacrée de la nation et au gouvernement qui en est issu. Le président français a fait part de sa préoccupation sur la suite des événements survenus au Tchad après les funérailles du président Idriss Deby Itno auxquelles les deux chefs d'Etat ont assisté. Il a condamné « la répression et la violence intervenues ce matin à N'Djamena » et appelé le Conseil militaire de transition au respect de ses engagements et à l'organisation d'une transition démocratique, pacifique et

inclusive. « L'organisation d'un dialogue politique national ouvert aux tchadiens » est la condition du soutien de la France à la situation du Tchad, a déclaré le président Macron.

La coopération bilatérale entre la France et la RDC a été, par ailleurs, au centre des échanges entre les présidents Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron. La volonté de développer la coopération économique, les opportunités offertes à la jeunesse congolaise à travers les projets d'éducation, de santé et de création d'emplois ont fait l'objet du déjeuner de travail de près de deux heures entre les deux chefs d'Etat.

La francophonie, les efforts d'accompagnement pour la stabilité, la paix sur toute l'étendue du territoire national ont également été au menu des échanges du mardi à l'Élysée. Le pro-



Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron en conférence de presse sur le perron de l'Élysée

chain sommet de Paris du 17 et 18 mai prochains consacré au financement des économies africaines a retenu l'attention des deux chefs d'Etat. A ce sujet, le président Emmanuel Macron a indiqué que le continent africain, à l'instar de l'Europe et des Etats, doit avoir des politiques monétaires et budgétaires

à même de faire face aux conséquences de la pandémie de covid-19.

Parmi les « grands dossiers africains » évoqués par les deux chefs d'Etat figure aussi la problématique de la covid-19 ainsi que l'accès des pays africains au vaccin. Au centre de l'agenda du prochain sommet du 17 et 18 mai prochain, le

président Félix-Antoine Tshisekedi a, pour sa part, ajouté que, outre les questions bilatérales, l'échange avec son homologue français a porté sur la Zone de libre-échange continentale africaine. Les deux chefs d'Etat se sont donné rendez-vous au prochain sommet de Paris de mai 2021.

Alain Diasso

INSÉCURITÉ DANS L'EST DE LA RDC

Le Miss appelle à déclarer Béni et les parties concernées « zones sinistrées »

Pour ce mouvement citoyen, la décision devra s'ajouter à celle de l'état d'urgence sécuritaire alléguée par le Premier ministre lors de la présentation de son programme devant les députés nationaux.

- Stop aux massacres
- Non à la balkanisation
- Paix totale
- Justice réparatrice
- Purgez l'armée et la police.



Les revendications de Miss-RDC

Réagissant le 27 avril au contenu du programme du gouvernement Sama Lukonde présenté le 26 au Parlement, le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (Miss-RDC) se dit d'accord pour que le gouvernement puisse décréter l'état d'urgence sécuritaire. Mais, pour ce mouvement citoyen, en plus de cette décision, Béni et toutes ces parties concernées doivent être également déclarées « zones sinistrées ». Le Miss-RDC continue, par ailleurs,

que douter de la réussite de cette mission de pacification des provinces de l'est du pays, alors que des chefs rebelles sont intégrés dans l'armée et que ce corps de métier est infiltré par des officiers étrangers et autres affairistes. C'est dans cette optique que ce mouvement a réitéré sa demande sur une purge obligatoire au sein de l'armée afin d'extirper ceux qu'il considère comme une épine dans le pied des Forces armées de la RDC.

Le MISS-RDC pense que cette purge voulue pour l'armée concerne égale-

ment la Police nationale congolaise ainsi que les services de sécurité tant civils que militaires. Et de conclure, en rappelant son exhortation pour le départ du sol congolais des forces de la Monusco, que l'évaluation négative de la population suffit pour déclencher le retrait de la Monusco. Ce mouvement citoyen exige au Premier ministre la publication d'un chronomètre pour toutes ces actions en vue de permettre de suivre la réalisation de ces promesses.

Lucien Dianzenza

COVID

HJ Hospital bat le record des personnes vaccinées

Depuis le début de la vaccination en RDC, particulièrement à Kinshasa, le 19 avril 2021, avec le vaccin AstraZeneca, mille sept cent quatre-vingt-un personnes ont été vaccinées.

Lancée dans la salle Monekoso à l'Université de Kinshasa, la vaccination contre cette pandémie se poursuit dans les onze sites installés dans les hôpitaux qui assurent la prise en charge des malades covid.

D'après le bulletin de la situation quotidienne de cette maladie, publié par la coordination nationale de la riposte à la covid-19, le centre HJ Hospital vaccine plus de personnes comparativement aux autres sites de vaccination.

Sur les deux cent cinquante-quatre nouvelles personnes vaccinées, le lundi 26 avril, dans onze sites de vaccination, HJ Hospital a vacciné cent personnes. Il est suivi du centre Diamant avec cinquante-six, au Centre médical de Kinshasa, trente-un, quatorze à l'Hôpital Saint Joseph, quatorze à Médecins de nuit, dix à la Clinique Ngaliema, dix pour les Nations unies.

Le centre Vijana a vacciné huit personnes, quatre aux Cliniques universitaires de Kinshasa, quatre à Monkole et trois à l'Hôpital Sino-congolais. Le 25 Avril, cette formation médicale (HJ Hospital) avait encore vacciné

plus de personnes contrairement aux dix autres centres. Sur deux cent soixante-deux nouvelles personnes qui ont été vaccinées dans deux sur onze sites de vaccination à Kinshasa, HJ Hospital a vacciné, à lui seul, deux cent soixante personnes.

Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de vingt-neuf mille sept cent un dont vingt-neuf mille sept cents cas confirmés et un cas probable. Au total, il y a eu sept cent soixante décès et vingt-six mille cent cinquante-six personnes guéries.

Quatre-vingt-dix nouveaux cas ont été confirmés, dont cinquante-cinq au Nord-Kivu, quinze à Kinshasa, douze au Lualaba, cinq à la Tshopo, un en Ituri, un au Kasai et un au Sud-Kivu. Deux cent quatre-vingt-treize échantillons ont été testés.

Au Nord-Kivu, quatre nouveaux décès des cas confirmés ont été notifiés. Aucune nouvelle personne n'est sortie guérie dans les Centres de traitement covid, ni parmi les personnes suivies à domicile.

Blandine Lusimana

KINSHASA

Une loi pour réguler le transport par taxi-moto

La proposition d'édit soumise à l'appréciation des députés provinciaux de la capitale congolaise a été jugée recevable. Elle a été transmise à la Commission politique, administrative et judiciaire, pour toilettage.

Les députés provinciaux de la ville de Kinshasa ont, à l'unanimité, jugé recevable l'édit portant régulation de transport par taxi-moto dans la capitale congolaise. Cette proposition de loi a fait l'objet d'examen et de débat au cours de la plénière du lundi 26 avril à l'Assemblée provinciale de Kinshasa. Le projet d'édit initié par la députée provinciale Marie Kyet Mutinga visant la réglementation de ce secteur particulier de transport en commun est axé sur plusieurs opérations. Il s'agit notamment de l'identification des taxis-motos, de l'imposition d'une plaque et de la délivrance, par le ministère provincial de Transport, de l'autorisation de transport par moto, etc. L'apport mais également des abus enregistrés. Cette proposition d'édit reconnaît, indique-t-on,

l'apport incontournable des taxis-motos, depuis un certain temps, dans le transport en commun dans la capitale congolaise. Mais, elle relève également plusieurs abus enregistrés dans le chef des conducteurs des taxis-motos et qui sont à la base de la grande majorité d'accidents enregistrés. La députée Marie Kyet a, en effet, indiqué la violation des règles de conduite par les conducteurs des taxi-motos, qui occasionnent des accidents et incidents, ainsi que l'usage des taxis-motos dans des crimes à travers la ville-province. Les interventions de certains autres députés provinciaux, au cours du débat, ont enrichi cette proposition d'édit. Elles ont notamment concerné les observations et amendements sur l'exposé des motifs ; la proposition d'institution d'une licence



Les motos-taxis dans une artère de Kinshasa DR

d'exploitation dans ce secteur ; la précision des amendes ; l'installation d'un bureau chargé d'identifier les motards ainsi que plusieurs autres mesures de protection du motard et des passagers. Après ces échanges, cette proposition d'édit portant régulation de transport par taxi-moto avait été jugée recevable et devrait être transmise à la Commission

politique, administrative et judiciaire, pour toilettage. En effet, plusieurs mesures politiques et administratives ont été prises par l'autorité urbaine de Kinshasa, depuis l'apparition de ce phénomène des taxis-motos, pour pouvoir gérer ce secteur. Comme cela ne reposait sur aucune base juridique, toutes ces décisions tombaient

en désuétude. Il s'agit notamment de l'identification de ces engins et de leurs conducteurs ainsi que de certaines mesures de protection dont le port de casque par les conducteurs et leurs clients. Mais également sur la connaissance du code de la route et son respect par les conducteurs des taxis-motos.

Lucien Dianzenza

JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE ET DU DROIT D'AUTEUR

La troisième anthologie du Prix Zamenga parue

Titrée, Souillée !, en référence à la nouvelle du grand lauréat Marshall Ahongo, la publication des éditions Mabiki accompagnée des neuf autres premiers primés à la troisième édition du prix littéraire a été présentée au lancement de la quatrième le 23 avril dans la Bibliothèque Wallonie-Bruxelles.

Coordonnateur de la Collection « Prix Zamenga », Richard Ali s'est réjoui du retour de l'assistance et s'en est confié au Courrier de Kinshasa. « Très belle, l'anthologie de la troisième édition intitulée Souillée ! et neuf autres nouvelles est appréciée. Aussi deux exemplaires ont-ils été distribués à l'ensemble des participants et cinq à chacun des dix lauréats de ladite édition à l'occasion du lancement de la prochaine ».

En ce qui concerne l'initiative du Prix Zamenga, le responsable de la Bibliothèque Wallonie-Bruxelles s'est exprimé de la sorte : « L'intérêt de la délégation générale Wallonie-Bruxelles à organiser ce prix tient à notre engagement à démontrer que dans le chef de la jeunesse congolaise, il y a de la passion pour la littérature. Notre devoir, c'est de l'accompagner, promouvoir les talents dans la perspective de voir naître de grands écrivains au sein de la génération actuelle. C'est de la sorte que nous pourrions léguer une littérature considérable à la postérité ». Richard Ali a, dès lors, lancé une invitation cordiale à « tous les jeunes écrivains congolais de tous les horizons de moins de

40 ans à participer massivement à la quatrième édition ». Il en a énoncé les critères en ces termes : « Les conditions de participation sont simples. Il suffit d'être Congolais, âgé de moins de 40 ans et d'envoyer son texte de moins de dix pages, soit moins de cinq mille mots à l'adresse prixzamenga@gmail.com avant le 30 juin à minuit, heure de Kinshasa ». Et de préciser encore : « Le prix est ouvert à tout Congolais de Kinshasa, des provinces et même d'ailleurs ».

Par ailleurs, le Prix Zamenga 2021 se distingue des trois précédents, comme l'a souligné Richard Ali, avec « l'ajout de la section destinée aux scolaires ». « À partir de cette quatrième édition, les élèves de la première à la sixième des humanités peuvent participer dans leur section à eux. Les critères sont les mêmes pour les textes à soumettre », a-t-il affirmé. Néanmoins, nous a confié le coordonnateur de la Collection « Prix Zamenga », la seule exigence imposée c'est que « les scolaires désireux de concourir doivent faire accompagner leur texte d'un accord écrit de leur parent ou tuteur attestant qu'ils sont au courant de la participation de



La déléguée générale Wallonie-Bruxelles, Kathryn Brahy, et Richard Ali, présentant Souillée ! attablés avec le Représentant de l'Unesco (Adiac)

leur enfant. C'est donc lui qui l'autorise à prendre part au prix ». L'occasion est ainsi offerte aux écoles, a-t-il dit, « de sensibiliser les élèves à exploiter leurs talents, leur potentiel à devenir écrivains en les incitant à participer à l'épreuve littéraire ». De plus, la seule différence d'avec les lauréats seniors, c'est que « les lauréats juniors ne recevront pas de récompense en numéraire comme c'est le cas pour les lauréats habituels qui reçoivent un chèque en plus de l'anthologie et d'autres prix ». « Les élèves ga-

gneront des ordinateurs portables, des téléphones mobiles, des appareils photos, des abonnements à la bibliothèque, des formations dans des ateliers d'écriture, etc. ».

« Comme par aventure, cela a tellement bien marché que nous en sommes à la quatrième édition lancée aujourd'hui », nous a dit Richard Ali au terme de la cérémonie dont il était assurément fier. Organisée à dessein le 23 avril, en marge de la célébration de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, elle s'est déroulée en présence du représen-

tant de l'Unesco mais aussi des ambassades du Rwanda, du Burundi et de Guinée. Avec le lancement de la quatrième édition du Prix Zamenga honoré par plusieurs personnalités dont des auteurs et écrivains connus de la RDC, a commencé la réception des textes par le Centre Wallonie-Bruxelles. La date limite d'envoi des manuscrits est fixée au 30 juin 2021. La cérémonie de remise des prix, quant à elle, est programmée à la Rentrée littéraire, en septembre.

Nioni Masela

GESTION DE LA FINTECH

L'ARPCE et l'ARPTC procèdent à un échange d'expériences

Réunies en atelier les 22 et 23 avril à l'hôtel Kin Plaza, les deux institutions de régulation des postes et télécommunications des deux Congo se sont nourries de leurs pratiques autour de l'écosystème de la FinTech dans leurs pays respectifs et des deux projets mis en œuvre, à savoir le hub digital et le timbre électronique.

Représentant du directeur général de l'ARPCE (Agence de régulation des postes et des communications électroniques du Congo), Louis-Marc Sakala, Jean-Célestin Endoke a souligné que deux points essentiels étaient à l'ordre du jour des travaux. Il les a explicités en ces termes : « *Le premier, c'est qu'en matière de FinTech, comme il s'agit de transfert de monnaie électronique, l'Etat est tenu de l'encadrer à travers une co-régulation, c'est-à-dire l'implication du régulateur des télécoms et celui du régulateur bancaire. Le second était centré sur les questions liées au hub digital et au timbre électronique développées en République du Congo sous la supervision technique de l'ARPCE* ». Revenant sur l'importance des deux projets, il a ajouté qu'en ce qui concerne le hub digital, « *un pourcentage est perçu par l'Etat dans le transfert d'argent en vue de maximiser ses recettes ainsi que dans toutes transactions électroniques réalisées au niveau bancaire. Quant au timbre électronique, il consiste en la certification et la traçabilité des paiements de sorte chacun d'eux est suivi par l'Etat à travers la plateforme mise en œuvre par l'autorité de régulation* ». Ce, a-t-il dit, de sorte à permettre une meilleure collecte de la TVA et de toutes les taxes collectées d'ordinaire en termes d'impôts par les services du ministère des Finances, particulièrement l'administration fiscale. Les assises qui se sont tenues dans la salle Kampala de Kin Plaza étaient « *un rendez-vous du donner et du recevoir* », selon Jean-Célestin Endoke. Au directeur des affaires juridiques et internationales de l'ARPCE de préciser à la fin de l'atelier : « *Nous avons tous donné et nous avons tous reçu. Nous sommes venus*

parler en premier, mais cela nous a donné l'occasion d'approfondir certains aspects que nous n'avions perçus avant cet atelier. Comme un enseignant qui prépare un cours, cela nous a permis de considérer les choses de manière un peu plus profonde de sorte que cela a été très bénéfique pour nous ».

Hôte des assises, le président de l'ARPTC (Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo) a affirmé la nécessité de leur tenue. « *Ce partage d'expérience était important pour la RDC car il fait partie de notre volonté de l'utilisation de la monnaie mobile au-delà d'un outil de transfert d'argent, mais beaucoup plus comme un moyen de paiement électronique, de développement de l'écosystème du commerce électronique. Mais aussi en même temps pour les paiements du gouvernement au niveau des provinces, pour toutes les administrations en besoin de solutions faciles pour développer cet écosystème qui va, à mon avis, créer beaucoup plus de dynamisme dans ce développement du numérique vers lequel nous sommes obligés de tendre et va nous porter vers des horizons bien meilleurs* », a dit Christian Katende.

Un bénéfice pour les opérateurs GSM

De l'avis de Christian Katende, les opérateurs GSM traditionnels œuvrant en RDC seront tous intéressés par le développement de la FinTech. Il a soutenu à cet effet : « *La mise en œuvre de la FinTech sera tout au bénéfice des opérateurs téléphoniques. Surtout que le contexte de la covid-19 a donné des résultats rassurants favorisant les contacts à distance à travers un usage plus significatif de la monnaie électronique. Elle a*



Photo de famille des participants aux travaux (DR)

rendu les transactions plus faciles ». En outre, a-t-il souligné, « *la prochaine étape va consister en une rencontre avec les deux parties prenantes en matière de FinTech, savoir que des contacts ont déjà été pris avec le gouverneur de la Banque centrale du Congo. Une commission ad hoc a été créée pour examiner dans les détails la manière de procéder à la co-régulation. Et d'un autre côté, créer une plateforme de paiement en sorte d'aider à une meilleure collecte des recettes de l'Etat, et permettre en même temps aux marchands et à la population de bénéficier de services, notamment l'achat et la livraison à distance* ».

De son côté, le directeur chargé des relations internationales de l'ARPTC, Bruno Yuma, a estimé que les assises organisées à Kinshasa cadrent avec la vision du chef de l'Etat visant l'inclusion financière quitte à mettre à contribution les services financiers numériques. Dès lors, a-t-il dit, « *pour pouvoir exercer dans ce secteur-là, il faut la mise en place d'un écosystème. L'intérêt de l'échange avec les homologues de Brazzaville tient au fait qu'ils ont déjà implémenté ce service financier qui s'y développe harmonieusement. Il nous importait d'en savoir davantage*

notamment sur le cadre stratégique à mettre en œuvre, comment le structurer ainsi que la manière de s'y prendre pour asseoir son cadre légal et réglementaire ». Livrant son appréciation personnelle de l'atelier, il a affirmé : « *Nous estimons avoir obtenu les arguments nécessaires sur lesquels se focaliser pour établir notre base stratégique pour permettre de développer notre service financier. Sur la base des échanges, nous sommes outillés pour discuter avec la Banque centrale, lui démontrer le rôle du régulateur des télécoms au sein de ce service financier qui passe par les réseaux des opérateurs téléphoniques, à savoir le mobile money. Ceux qui œuvrent dans ce secteur ne peuvent pas exercer sans passer par eux. La base de données ou d'abonnées dont ils font usage est gérée par l'ARPTC. A cet effet, il faut donc obtenir une co-régulation avec la Banque centrale pour réguler au mieux le service financier numérique en RDC dont elle a actuellement le monopole. L'un des rôles de l'ARPTC, c'est la protection des consommateurs, celle des transactions opérées au niveau du mobile money. Les enjeux sécuritaires sont considérables dans les services financiers numériques. Ils passent par les réseaux des opérateurs té-*

léphoniques où les attaques de cybercriminalité sont nombreuses. C'est à l'ARPTC de sécuriser toutes les opérations de mobile money et non au régulateur bancaire. Il se limite à veiller au volume des transactions : il plafonne les dépôts et les retraits. Quant aux autres éléments de sécurité, c'est à l'ARPTC d'imposer le respect aux opérateurs la qualité des services offerts et de veiller ».

La rencontre du week-end a été initiée à la suite d'un échange, d'il y a quatre mois des deux homologues congolais, en l'occurrence Louis-Marc Sakala et Christian Katende. L'accompagnement sur la FinTech accordé par le directeur général de l'ARPCE en concertation avec la vice-présidente de l'ARPTC, a été organisé à Kinshasa plutôt qu'à Brazzaville, tel qu'initialement prévu, en vue de donner la possibilité d'en faire profiter plus de participants, a souligné le président Christian Katende qui s'en est trouvé ravi. Et d'affirmer : « *Cela témoigne de la volonté manifeste des deux parties de travailler ensemble, de trouver des voies d'entente, de concertation, de collaboration, d'échange d'expériences, utiles au développement de notre monde du numérique* ».

Nioni Masela

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

SAHEL/TASK-FORCE TAKUBA

Une initiative française qui tarde à fédérer les pays de l'UE

Le Danemark participera à la task-force initiée par la France. Il pourrait relayer les Suédois en 2022. Certains du Bénélux font une timide entrée au sein de cette force européenne destinée à accompagner les soldats maliens au combat contre les djihadistes.

Le gouvernement danois l'a confirmé. Mais cette décision doit avoir l'approbation du Folketing, le Parlement danois. Ce sera un contingent de 105 personnes, composé de forces spéciales, d'une unité chirurgicale et d'officiers d'état-major. Leur rôle sera de « conseiller, soutenir et accompagner les forces de défense et de sécurité maliennes et leur permettre de faire face à la menace des groupes terroristes dans la zone frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso », selon la définition donnée par la ministre danoise de la Défense, Trine Bramsen.

Pour le ministre des Affaires étrangères du Danemark, Jeppe Kofod, « la menace du terrorisme de l'État islamique et d'Al-Qaïda reste grave. Ils [les djihadistes] veulent créer une oasis en Afrique de l'ouest pour leur régime extrémiste de violence et de mort. Ce serait une grave menace pour la sécurité. Cela ne doit pas arriver ». Copenhague compte également mettre à la disposition de la Minusma, un avion de transport. Le Danemark fait partie des pays les plus engagés aux côtés des initiatives soutenues par la France. C'est le cas dans le détroit d'Ormuz, ou dans le golfe de Guinée contre la piraterie.

La Belgique et les Pays-Bas, une timide entrée dans la task-force Takuba

D'autres pays européens ont rejoint la task-force Takuba, mais parfois timidement et avec un petit effectif d'état-major. C'est le cas de deux pays du Benelux, la Belgique et les Pays-Bas. La Belgique n'a dépêché que trois officiers d'état-major, dont deux au Mali et le troisième au Tchad. Du côté néerlandais, la décision a été prise depuis mars, lors de la rencontre à Paris, de la ministre française des Armées, Florence Parly, et de son homologue néerlandaise, Ank Bijleveld. Seulement deux officiers de ce pays ont rejoint la task-force Takuba, dont un officier de liaison au QG de Barkhane au Tchad et un officier de renseignement au QG de Takuba à Ménaka, au Mali.

Ce faible déploiement de forces spéciales de ces pays aux côtés de Barkhane serait lié à des difficultés d'ordre politique. La participation belge serait « toujours à l'étude », indique la ministre belge de la Défense, Ludivine Dedonder. Du côté néerlandais, tout envoi de troupes nécessite un projet de loi approuvé par la seconde chambre. Il y a aussi des considérations opération-

nelles. Les capacités requises des forces d'opérations spéciales (SOF) « ne sont pas disponibles » affirme-t-on à La Haye. Elles sont actuellement occupées « en Irak et en Afghanistan jusqu'au début 2022 ». Tout ceci limite la force Takuba, au niveau opérationnel.

Etat actuel de la task-force Takuba

Déclarée « pleinement opérationnelle fin mars », la task-force Takuba est pour l'instant installée essentiellement sur deux lieux.

Au QG à Ménaka, au Mali : des officiers de 8 pays (France, Estonie, Tchéquie, Suède, Italie, Belgique, Pays-Bas, Portugal) ; le 2e task-group franco-tchèque avec l'ULRI malienne n°2 ; la force de réaction rapide (véhicules, hommes, hélicoptères) suédoise ; la force de protection armée par les Français et l'antenne chirurgicale, puis de réanimation suédoise. A Gao : le premier task-group franco estonien avec l'ULRI malienne n°4. Enfin à Niamey, est basé un C-130 suédois, chargé de l'évacuation médicale stratégique ou des transports. La task-force Takuba est commandée par un général français, le général de brigade Philippe Landicoff.

Noël Ndong

PAIX

La Jordanie et l'Egypte exhortent Israël à mettre fin aux violences à Jérusalem

La Jordanie et l'Egypte ont dénoncé dimanche les actions violentes commises par des groupes extrémistes israéliens contre les Palestiniens dans la vieille ville de Jérusalem, et ont appelé Israël à mettre immédiatement fin à ces agissements.

Au cours d'une conversation téléphonique, le ministre jordanien des Affaires étrangères Ayman Safadi et son homologue égyptien Sameh Choukry ont discuté des récents développements à Jérusalem, et ont souligné la nécessité de mettre fin aux attaques et aux provocations afin de faire baisser les tensions et de ramener le calme dans la ville, selon un communiqué du ministère jordanien des Affaires étrangères.

Les deux ministres ont également souligné la nécessité de poursuivre leurs efforts bilatéraux et de continuer à communiquer avec la communauté internationale, afin d'obliger Israël à prendre ses responsabilités et à protéger les Palestiniens de manière conforme au droit international.

Dimanche également, M. Safadi s'est entretenu avec le coordonnateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, avec qui il a discuté des divers efforts visant à mettre fin aux provocations israéliennes et aux attaques des groupes extrémistes, a indiqué le ministère dans un autre communiqué.

Ils sont convenus de maintenir leur coordination pour éviter que la situation ne dégénère, et de définir une approche politique propice à la reprise des négociations.

Début des essais humains d'un nouveau vaccin recombinant chinois

Le géant pharmaceutique chinois Sinopharm a lancé samedi des essais cliniques de phase 1 et de phase 2 pour son nouveau vaccin recombinant contre la Covid-19 dans la province centrale du Henan.

Développé par le China National Biotec Group (CNBG), filiale de Sinopharm spécialisée dans les sciences biologiques, le vaccin a reçu un permis de recherche clinique de l'Administration nationale des produits médicaux le 9 avril.

Il s'agit du troisième vaccin candidat contre la Covid-19 du CNBG approuvé pour des essais sur l'homme.

Les chercheurs ont lancé les premiers essais cliniques dans la ville de Shangqiu, dans la province du Henan. Les essais étaient randomisés, en double aveugle et contrôlés par placebo, selon un communiqué de la société.

Xinhua



Dans un souci constant de qualité, de transparence et de satisfaction complète de ses clients, Toyota organise une campagne de rappel concernant les AIRBAGS passagers ou conducteurs de certains modèles de la marque.

CAMPAGNE SECURITAIRE TOYOTA



RAV4 de 2003-2005 YARIS de 2006-2013 HILUX de 2005-2015 COROLLA de 2003-2006 FORTUNER de 2005-2015 AVENSIS de 2003-2008



Pour vérifier si votre véhicule est concerné, rendez-vous sur www.toyota.cg ou contactez-nous par téléphone au **05 550 63 63**.

Cette intervention est entièrement gratuite pour tous les détenteurs d'un véhicule TOYOTA.

Pointe-Noire :
13 rue côte matève, BP 1110

Brazzaville :
Bld Denis Sassou Nguesso - M'Pila, BP 247

www.toyota.cg



SOUDAN

La monnaie nationale se déprécie après une stabilité temporaire

La monnaie nationale du Soudan, la livre soudanaise, est revenue à une dépréciation après près de deux mois de stabilité, alors que les autorités soudanaises ont promis une intervention urgente.

Dimanche, le taux de change était de 392 livres soudanaises contre un dollar sur le marché parallèle. La monnaie avait maintenu son prix dans la fourchette de 380 livres contre un dollar depuis la mise en œuvre de l'unification de son taux de change par le gouvernement soudanais le 21 février.

Les négociants sur le marché des changes de Khartoum ont attribué cette dévaluation à la hausse de la demande et à la rareté de l'offre en dollars, et ont anticipé une nouvelle baisse au cours des prochains jours.

Entretemps, la banque centrale du Soudan a promis une intervention urgente pour faire face au déclin de la monnaie nationale.

«La banque dispose d'assez de réserves en devises pour répondre aux besoins urgents de matières premières stratégiques dans le cadre de la politique de gestion des taux de change», a déclaré dans un communiqué le gouverneur adjoint de la banque centrale du Soudan, Mohamed Ahmed Bushra.

«La banque centrale adoptera une nouvelle politique qui garantira son intervention sur le marché des changes en fournissant des ressources en devises étrangères aux banques commerciales pour répondre aux besoins stratégiques du marché et couvrir le déficit en devises étrangères», a-t-il ajouté.

Selon le dernier rapport du Bureau central des statistiques du Soudan, le taux d'inflation du pays a grimpé à environ 341% en mars.

Xinhua

CHINE

Wang Yi offre cinq suggestions aux États-Unis sur les relations bilatérales

Le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi, a communiqué vendredi avec le Council on Foreign Relations (CFR) des États-Unis par liaison vidéo.

Selon M. Wang, les chefs d'État des deux pays ont tracé la direction générale pour développer les liens bilatéraux. Cependant, la politique américaine envers la Chine n'a pas encore surmonté sa mauvaise compréhension de la Chine, et le pays n'a pas trouvé la bonne voie pour traiter avec la Chine. Il a offert cinq suggestions aux États-Unis sur la façon de considérer les relations sino-américaines dans une perspective stratégique. Premièrement, les États-Unis doivent comprendre et considérer le développement de la Chine de manière objective et rationnelle.

Deuxièmement, les États-Unis doivent travailler avec la Chine sur une nouvelle voie de coexistence pacifique et de coopération gagnant-gagnant.

Troisièmement, les États-Unis doivent respecter et tolérer la voie et le système que la Chine a choisis de manière indépendante.

Quatrièmement, les États-



Wang Yi

Unis doivent pratiquer le multilatéralisme au sens réel. Cinquièmement, les États-Unis ne doivent pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine.

D'après M. Wang, l'avenir des relations sino-américaines dépend de la capacité des

États-Unis à accepter l'ascension pacifique de la Chine et à reconnaître que le peuple chinois a le droit de mener une vie meilleure.

Notant que la démocratie n'est pas un Coca-Cola qui promet le même goût partout dans le monde, Wang a

noté que les États-Unis devaient respecter la voie et le système choisis indépendamment par la Chine.

Concernant Taiwan, Wang a affirmé que jouer la «carte de Taiwan» revenait à «jouer avec le feu», exhortant les États-Unis à respecter strictement le principe d'une seule Chine et à honorer leurs engagements dans le cadre des trois Communiqués conjoints sino-américains.

M. Wang a souligné que le «génocide» et le «travail forcé» étaient des mensonges éhontés inventés pour des motifs politiques sur des questions liées à la région chinoise du Xinjiang.

En réponse aux derniers événements à Hong Kong, il a déclaré que les États-Unis devaient respecter les efforts du gouvernement chinois pour mettre en œuvre le principe «un pays, deux systèmes».

Richard Haass, président du CFR, a tenu cette vidéoconférence, qui a attiré près de 500 participants aux États-Unis.

ERYTHRÉE

L'UE retire un financement par manque d'intérêt

L'Union européenne (UE) se dit prête à retirer un financement à l'Érythrée, invoquant une implication au conflit au Tigré, en Ethiopie. La Commission européenne est prête à «dégager» plus de 100 millions d'euros de l'Érythrée, au bénéfice de la Corne de l'Afrique, prouvant que la tentative «à double voie» d'associer l'aide au développement et le dialogue politique a atteint ses limites.

Dans une lettre adressée au président de la commission du Développement du Parlement européen et aux groupes politiques, la commissaire de l'UE, Jutta Urpilainen, décrit cette décision, qui affecte le financement au titre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique, notant que depuis le rapprochement entre l'Érythrée et l'Ethiopie, elle «a investi d'importants capitaux politique et financiers pour saisir l'opportunité [tout en] veillant au respect des valeurs fondamentales de l'Union européenne». Sur les 9 projets, estimés à 142 millions d'euros, en faveur de l'Érythrée via le fonds fiduciaire, un seul avait commencé sa mise en œuvre. Et sur les 80 millions d'euros approuvés pour les

travaux routiers, seulement 19 millions ont été décaissés. «L'engagement avec l'Érythrée ne doit pas mettre en danger les droits de la population du pays», a rappelé la directrice de la Corne de l'Afrique de Human rights watch (HRW), Laetitia Bader.

Le chef des Affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, a déclaré à son tour : «Je ne pense pas que nous puissions toujours jouer le bon Samaritain et distribuer des dons sans entrer dans l'évolution politique d'un pays». Il a rappelé que l'Érythrée est l'une des principales sources de migrants vers l'Europe. Les huit autres projets attendent toujours l'approbation de l'Érythrée : «La mise en œuvre... est restée très difficile. Cette situation re-

flète le manque d'intérêt exprimé par le gouvernement érythréen pour les projets financés par le Fonds fiduciaire de l'UE et, plus généralement, pour la coopération au développement avec l'Union». L'implication des troupes érythréennes dans les conflits du Tigré a «encore aggravé» la situation, selon Jutta Urpilainen, prête à réorienter le crédit vers d'autres priorités dans la Corne de l'Afrique après la date butoire de décembre 2021.

Ce sont les 100 millions d'euros qui seraient affectés au Soudan, dont 62 millions d'euros à la transition démocratique, 18 millions d'euros aux réfugiés fuyant le Tigré, et 20 millions d'euros dans la lutte contre la famine au Soudan du Sud. Quelque

20 millions d'euros seraient affectés aux personnes déplacées et migrants dans la région. La commission présentera sa nouvelle proposition au comité opérationnel du fonds d'ici la fin du mois d'avril. Leurodéputée Verte française, Michèle Rivasi, l'une des opposants au soutien de l'UE en faveur du projet routier, a salué la décision de la Commission : «L'argent destiné à l'Érythrée servira désormais à des fins humanitaires beaucoup plus précieuses. Cela a beaucoup plus de sens que de construire une autoroute», a-t-elle dit. Pour Laetitia Bader, «l'engagement avec l'Érythrée ne doit pas mettre en danger les droits de la population du pays».

Noël Ndong

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

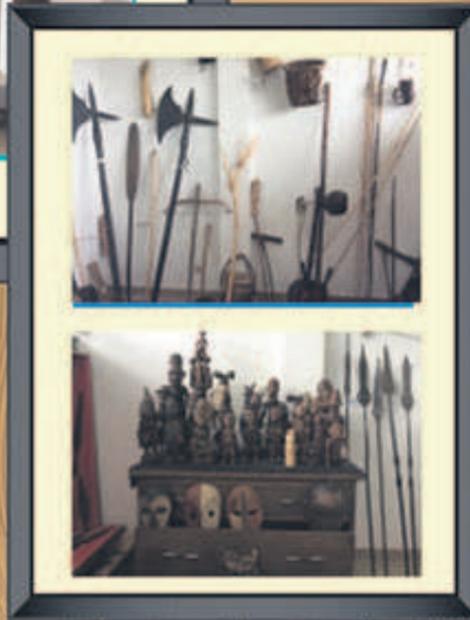
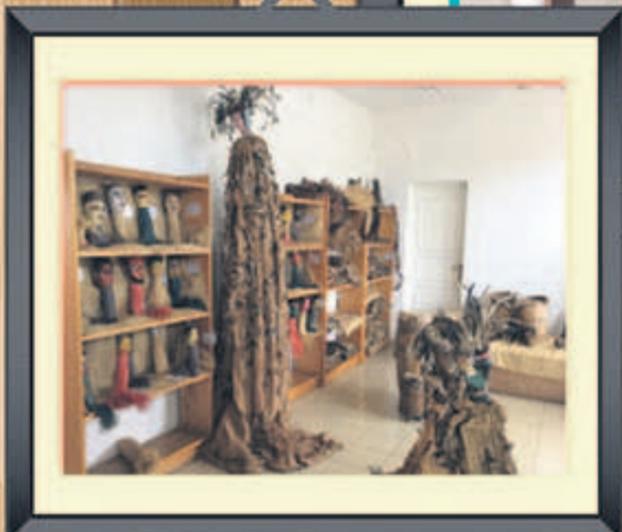
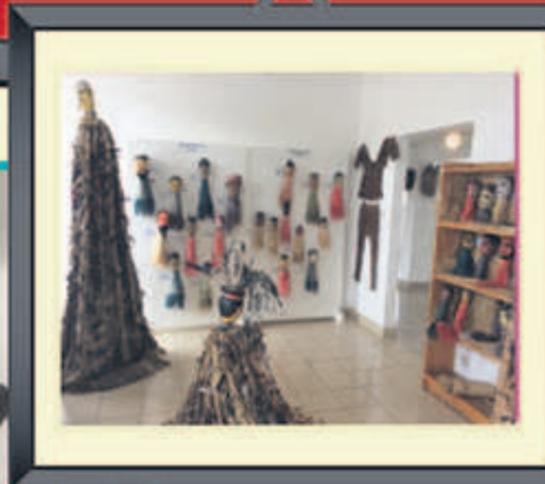
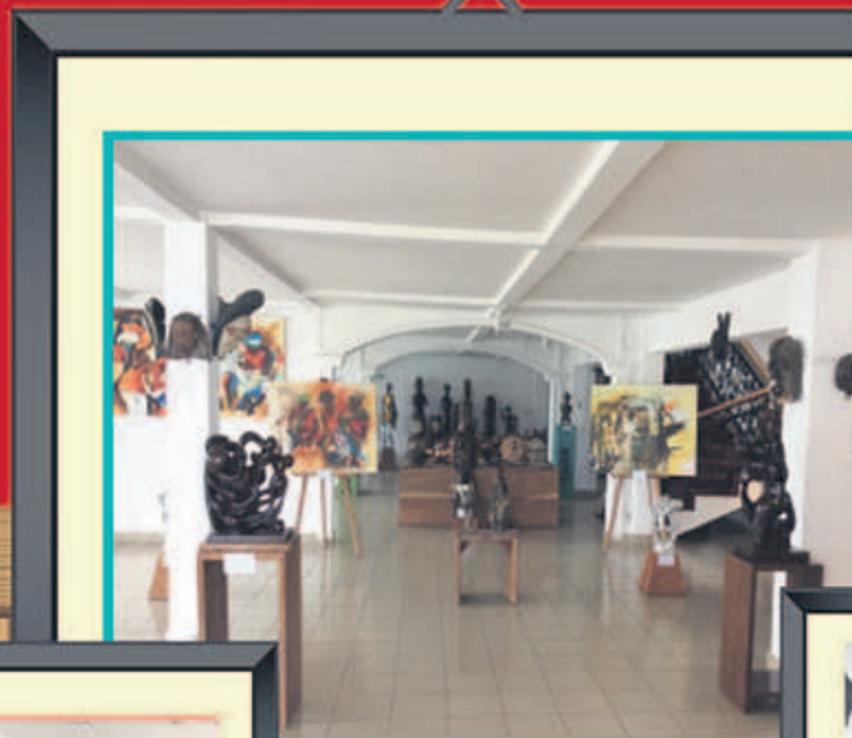
CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

COVID-19

La communauté internationale au chevet de l'Inde

Face aux difficultés de l'Inde à juguler la progression du Covid-19, favorisée par la présence d'un variant très contagieux, de nombreux pays se sont engagés, le 26 avril, à apporter leur aide.

Epicentre de la pandémie de coronavirus depuis plusieurs jours avec un variant « indien » encore mal identifié, le pays le plus peuplé de la planète après la Chine enregistre quotidiennement de nouveaux records. Lundi, le pays a fait état d'un record mondial de 352.991 nouvelles contaminations et un record national de 2.812 décès, entraînant la première aide internationale d'ampleur depuis le début de la crise sanitaire. « *La situation en Inde est plus que déchirante* », a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, qui a fourni des équipements essentiels au pays de 1,3 milliard d'habitants.

La première cargaison d'aide médicale de la Grande-Bretagne, contenant notamment cent ventilateurs et quatre-vingt-quinze concentrateurs d'oxygène, est arrivée mardi à New Delhi. Au total, neuf conteneurs avec quatre cent quatre-vingt-quinze concentrateurs d'oxygène, cent quarante respirateurs seront envoyés cette semaine, selon le



La grave pénurie d'oxygène DR

Haut-Commissariat britannique. En fin de semaine, la France aura envoyé huit unités de production d'oxygène et des conteneurs d'oxygène permettant d'alimenter jusqu'à dix mille patients par jour, ainsi que du matériel médical spécialisé contenant notamment vingt-huit respirateurs, selon l'ambassade de France.

De leur côté, les Etats-Unis se sont engagés à envoyer des com-

posants pour la production de vaccins, des équipements de protection, des tests à diagnostic rapide, ou encore des respirateurs. Signalons que la Maison Blanche a annoncé, le 26 avril, que les Etats-Unis vont fournir à plusieurs pays soixante millions de doses du vaccin d'AstraZeneca contre la Covid-19. Le pays était jusque-là critiqué pour son refus d'exporter le vaccin, qui n'est

pour pas autorisé sur son territoire. Ces critiques s'étaient intensifiées ces derniers jours, au moment où l'Inde se trouve confronté à une violente flambée épidémique.

L'Union européenne a promis de fournir, via son mécanisme européen de protection civile, une « assistance » à l'Inde. La chancelière allemande Angela Merkel a aussi annoncé une aide d'ur-

gence, de même que l'Australie. Le variant « indien » suscite encore des interrogations. L'OMS ignore encore si « les rapports faisant état d'une mortalité élevée du variant, à la mise à rude épreuve des capacités du système de santé en raison de l'augmentation rapide du nombre de cas, ou aux deux ».

Pour l'heure, le variant indien a été détecté en Belgique, en Suisse, en Grèce et en Italie, au moment où plusieurs pays en Europe commencent à desserrer prudemment l'étau des restrictions. L'Italie a rouvert partiellement quelques lieux de loisir (bars, restaurants et salles de spectacle). En France, les plus petits ont repris le chemin de l'école. Parallèlement, la liste des restrictions aériennes s'est allongée. L'Australie a décidé, le 27 avril, de suspendre jusqu'au 15 mai les vols en provenance d'Inde, tandis que le Canada, les Emirats arabes unis, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande avaient déjà suspendu ou restreint leurs vols.

Yvette Reine Nzaba



Catholic Relief Services – Programme de la République du Congo
Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique
Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
Tel.: 00242 04 058 45 09

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET

Sélection d'une organisation de la Société Civile Sous Réciendaire (SR) pour la mise en œuvre de la subvention du Fonds mondial pour la lutte contre le Paludisme et le renforcement du système de santé en République du Congo.

Relance Zone 1 : Brazzaville, Plateaux, Pool, Lekoumou.

Depuis 2018, la République du Congo bénéficie de l'appui financier du Fonds Mondial. Cet appui continue avec l'approbation de la note conceptuelle soumise par le Congo couvrant la période de Janvier 2021 à Décembre 2023. Catholic Relief Services (CRS) a été retenue comme Principal Réciendaire (PR) par le Comité de Coordination National des subventions du Fonds mondial (CCN) pour la mise en œuvre de la nouvelle subvention Paludisme. L'objectif de la subvention est de réduire la morbidité et mortalité liées au paludisme à travers des interventions dans les domaines suivants :

-La prise en charge des cas

-La distribution de MILDA en routine et en campagne

-La prévention du paludisme chez la femme enceinte à travers le Traitement Préventif Intermittent (TPI),

-Le renforcement du système de santé à travers l'appui au système d'information sanitaire et à la santé communautaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention, CRS souhaite recruter une organisation de la Société Civile comme sous-réciendaire et partenaire de mise en œuvre, dans la zone d'intervention selon la répartition départementale suivante :

Zone 1 : Brazzaville, Plateaux, Pool, Lekoumou

Le formulaire de soumission des candidatures ainsi que les termes de référence détaillés de la présente manifestation d'intérêt peuvent être retirés gratuitement au Bureau de CRS près de l'école Remo, Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, ou par email à Monsieur le Représentant Résident de

CRS/RoC, email : bidcg@crs.org

Pour chaque soumission, les cinq lots de documents listés incluant le formulaire de soumission des candidatures et ses annexes, ainsi que les pièces administratives doivent parvenir à CRS sous pli fermé dans une seule enveloppe contenant cinq autres enveloppes (soit une enveloppe par lot) avec la mention « Manifestation d'intérêt SR, NFM 3 », au secrétariat de CRS, sis près de l'école Remo, Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique au plus tard le 30 Avril 2021 à 12h00. L'ouverture des plis se fera lors d'un atelier de sélection la semaine du 3 Mai 2021 par le panel de sélection.

Les candidats ayant besoin de clarifications sur les termes de référence peuvent envoyer leurs questions à l'adresse suivante au plus tard le 25 Avril 2021 : bidcg@crs.org en indiquant dans la ligne objet : « Manifestation d'intérêt SR, NFM3 ».

RESTAURANT

LE BUNKER
Spécialiste Poulet Mayo & Grillades
Tel : (+242) 06 468 58 50

BRICOLAGE

MACONNERIE
Travaux tous corps d'état
Tel : (+242)06 822 84 42 - 04 008 36 19

STAFFEUR
Conception et pose de staff
Tel : (+242)06 821 26 02

ELECTRICITE
Tous travaux d'électricité bâtiment
Tel : (+242)06 621 13 74 - 04 054 47 06

ETABLISSEMENTS LAF
Construction-Bâtiment Général-Fabrication Meubles
Tel : (+242) 06 610 15 98

BATIMENT

ACTION GROUPE
Pour tous vos travaux de construction
Tél: (+242) 06 629 90 07/06 675 82 95

ABI AFRICA BATI

AFRICA BATI INGENIERIE
Etudes techniques-Coordination-Suivi des Travaux-Réalisation-Réhabilitation-Formation
Tel : (+242) 06 583 60 52/05 770 62 82

ETABLISSEMENTS LAF
Construction-Bâtiment Général-Fabrication Meubles
Tel : (+242) 06 610 15 98

AVIS DE RECHERCHE

RÉSIDENCE COLOMBE (HÔTEL)
recherche une réceptionniste.
Salaire mensuel de base : 75.000frs ;
Prime de caisse :15.000frs ;
Prime de panier :25.000frs ;
Expérience souhaitée
Contrat à durée déterminée(6mois)
Contact :05 5561517 /06 626 5279.

COIFFURE

ELSYE COIFFURE
Coiffure-Soin de visage-Esthétique-Pédicure-Manicure
Prestation à domicile
Tel : (+242): 06 676 70 56

ELSYE COIFFURE
Coiffure Hommes
Tel : (+242 06 606 22 77/06 500 27 33

BOUTIQUE ADDICT CODE
Adresse :137 Avenue de la tsiémé ,
Ouenze en face de l'école LHEYET GABOKA
Tel : (+242) 06 508 56 33

ASSOCIATION

ASSOCIATION NDOLO VILLE RENOVÉE
5/s 139 Rue Oboya Tolongai
Fondé le 07 Juin 2014

NDOLO VILLE RÉNOVÉE
Animation Folklorique
Toutes cérémonies
Tél: (+242) 05 055 11 30/ 06 674 64 56

AASSEC
Association Aide Soutien Secours aux Enfants Congolais

AIDE SOUTIEN SECOURS AUX ENFANTS CONGOLAIS (AASSEC)
Panafrique-Humanitaire
Tél: (+33)772187395/069481926

FRUITY GOOD
Service de livraison
-Salade de fruits
-Smoothie
-Jus de fruits
-Décoration bar à fruits
100% Naturel
Ouvert du Lundi au Vendredi de 7h30 à 14h30
Tel : (+242) 06 597 62 82 / 05 326 98 92

LOCATION ET VENTE DE VEHICULE

KARAGNARA SERVICE
Location courte et longue durée.
Tel : (+242) 06 461 56 56

AUTO-TOP-CONGO
Location et vente. Berlins - 4X4
Tel : (+242) 06 645 00 00

MAINTENANCE

ANDZOUANA SERVICE
Réparation appareils électroniques et électroménagers
(+242) 06 624 92 93

MAITRE SAM SERVICE
Spécialiste en froid :
Congélateur, climatiseur, tous appareils
(+242) 06 668 91 46 / 05 744 76 69

SERVICE TRAITEUR

Tel: **DODO SERVICE**
Service traiteur et protocole
(+242) : 066680644 / 053046399

GAMOS TRAITEUR
Pour tous vos événements
(+242) : 06 550 90 17

OFFRES D'EMPLOI

L'ACPE recherche pour une société de la place

Un Assistant Pilotage et Maîtrise d'Ouvrage *
Avoir la maîtrise des procédures de la banque; Avoir une bonne connaissance de la réglementation bancaire; Avoir une bonne connaissance des normes de gestion des projets; Avoir la maîtrise de l'outil informatique; Avoir la maîtrise de l'organisation et conduite de réunion; Avoir une bonne connaissance des réseaux informatique et base de données; Avoir un esprit d'analyse et de synthèse; Avoir de l'intérêt pour les nouvelles technologies; Avoir une bonne qualité rédactionnelle; Savoir faire preuve de diplomatie; Être rigoureux et dynamique.

L'ACPE recherche pour une société de la place

Un Assistant Organisation *
Avoir un Diplôme d'Ingénieur en Electronique, Télécommunications ou équivalent; Avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans la planification. Avoir une bonne connaissance de l'organisation de la Banque, de la réglementation bancaire, du management des projets et des outils de modélisation; Avoir une bonne connaissance du Reegenerating process, et une bonne communication écrite et orale;

L'ACPE recherche pour une société de la place

Responsable Commercial *
Avoir un BAC +4/5 d'une école de commerce; Avoir une expérience professionnelle avérée dans le commerce et le management d'une équipe de vente dans l'environnement des produits et services dans le numérique ; Avoir le sens de leadership et une capacité à développer vos équipes ainsi qu'à les motiver ; Avoir une bonne capacité d'analyse dans un environnement fortement concurrentiel;

L'ACPE recherche pour une société de la place

Un Exploitant Informatique *
Avoir une bonne connaissance en réseau et sur AS/400; Avoir une bonne connaissance de quelques systèmes d'exploitation; Avoir une bonne connaissance en informatique réseau; Avoir une bonne qualité rédactionnelle; Savoir travailler en équipe et avoir le sens de l'écoute; Être rigoureux, réactif et dynamique.

L'ACPE recherche pour une société de la place

Un Ingénieur Support Roll Out, Planning et Optimisation Radio *
Avoir un Diplôme d'Ingénieur en Electronique, Télécommunications ou équivalent; Avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans la planification et l'optimisation radio; Avoir une connaissance dans la construction des sites GSM; Avoir de l'expérience dans la technologie 4G, 3G, et 3G; Être rigoureux, organisé, ouvert d'esprit, attentif au détail; Avoir un bon contact avec les clients internes et externes; Avoir la maîtrise de l'outil informatique; Savoir orienter les clients.

L'ACPE recherche pour une société de la place

Un Infographiste *
Avoir un BAC +2/5 en Graphisme /Design/Marketing digital/Vidéo ou d'un équivalent universitaire; Avoir une expérience professionnelle de 2 ans minimum sur un poste similaire; Avoir la maîtrise de techniques variées telles que vidéo (After Effect, Premiere Pro, Audition...), photographie, web, 3D, dessin sont indispensables ; Avoir la maîtrise de la suite Adobe, et Creative Cloud (Indesign/ Illustrator/Photoshop/ Premiere Pro, Adobe Illustrator, Premiere Rush, Prelude);

Envoyez votre CV à l'adresse: emploi@acpe.cg

* Ces offres sont disponibles et plus complètes sur notre site internet www.acpe.cg et sur nos réseaux sociaux

www.acpe.cg
#EnsemblePourl'Emploi

Pour envoyer vos annonces plus rapidement
regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr
Tél. 06 895 06 64

SANTÉ

La lutte contre les maladies infectieuses renforcée dans l'arrière-pays

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a mis à disposition du Programme élargi de vaccination une chambre froide, à Owando (Cuvette), qui permettra de stocker et d'approvisionner en vaccins cinq départements de la zone nord du pays pour consolider la lutte contre les pathologies infectieuses.

L'élargissement de la chaîne de froid à Owando, par l'Unicef, obéit à la nécessité de rapprocher les soins de santé à la population dans l'arrière-pays car les vaccins qui y seront stockés permettront de lutter, de plus près, contre les maladies infectieuses et contribuer à la réduction de la morbi-mortalité. Pour la vaccination, il ne sera plus question d'attendre que tout vienne de Brazzaville. Owando va approvisionner les départements des Cuvettes, de la Likouala, de la Sangha, des Plateaux afin d'élargir la couverture vaccinale sur le territoire national. « Cette action s'inscrit dans le cadre du renforcement des districts sanitaires et de la décentralisation », a déclaré la représentante de l'Unicef, Micaela Marques De Sousa.

Lors de la remise officielle de la chambre froide à la ministre



en charge de la Santé, la diplomate onusienne a rappelé que le Congo a fait quelques progrès en matière de vacci-

nation. « L'éradication des cas de poliomyélite sauvage depuis 2010, l'élimination du tétanos néonatal depuis

Remise officielle des clés de la chaîne de froid/Adiac
2009 et d'excellents progrès des couvertures de la vaccination de routine qui est passée de 69% en 2017 à

79% en 2019. En 2020, le Congo a pu atteindre une couverture de 73% malgré les affres de la Covid-19 », a-t-elle indiqué.

Toujours selon Micaela Marques De Sousa, d'autres chantiers en matière de vaccination ont connu un avancement notamment l'élaboration d'un plan de réhabilitation des équipements de la chaîne de froid, l'acquisition et l'installation de près de 200 équipements de chaîne de froid dans certains départements, districts et centres de santé dépourvus de matériel adéquat avec l'appui des partenaires comme l'Organisation mondiale de la santé, l'Alliance mondiale pour les vaccins, Gavi...

Pour la chambre installée à Owando, les gestionnaires doivent assurer la maintenance préventive et curative

Rominique Makaya

COVID-19

La désinfection des administrations et espaces publics s'impose

De nombreux Ponténégrins ont constaté le manque de désinfection, désinsectisation des marchés, écoles, bars, administrations publiques ou privées et même des espaces où il y a de l'affluence pour la riposte au coronavirus.

« Malheureusement dans les décisions reconduites du communiqué de la coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus à la suite de sa réunion du 14 avril, il est noté nulle part l'intensification de la désinfection et de la dératisation des marchés, écoles, administrations et d'autres places publiques », s'est indigné un habitant de la ville océane qui a requis l'anonymat. Pour lui, la désinfection des administrations, écoles, marchés, hôpitaux et transports en commun doit aussi être parmi les priorités de la coordination de lutte contre cette pandémie. Intervenant le 18 avril dans l'un des médias de la place, le Pr Elira Alexis Dokéckias, président de la commission de prise en charge au sein du comité de riposte à la covid-19, demandait aux Congolais de ne pas baisser la garde. D'où il était question de pouvoir à avoir des réelles statistiques, car certains malades ne sont peut-être pas dénombrés. Ainsi, ce dernier a demandé aux Congolais de continuer à observer les mesures barrières, puisque l'objectif est d'arriver à un nombre significatif et considérable de Congolais vaccinés. Ce qui permettra de lever ou pas le gel, c'est-à-dire de voir comment procéder à desserrer l'étau des gestes barrières. « Mais pour l'instant, il n'en est pas question », a-t-il dit.

Notons que le port des masques, la distanciation sociale, le salut physique, le lavage des mains tendent de moins en moins à être observés dans la ville océane.

Faustin Akono

La société civile échange sur le financement

Le mini-dialogue de la société civile sur l'identification des besoins pour la lutte contre la covid-19 qui a commencé le 27 avril, dans la ville côtière, en présence de Maba Moukassa Mouellet Valerie, Loubassou Audrée Chantal respectivement présidente du comité de coordination nationale des projets financés par le Fonds mondial, représentante de la directrice départementale de la Santé de Pointe-Noire.

La rencontre qui s'achève ce 28 avril se fixe divers objectifs, notamment soumettre une requête de financement dont les priorités communautaires sont alignées à celles des actions menées par la commission na-

réalisés dans l'exécution de ces financements ; recenser les besoins et les préoccupations des populations-clés et les aligner aux orientations et priorités nationales de la riposte à la covid-19 dans le département

tance technique et les pourvoyeurs d'assistance technique. Ouvrant les travaux de cette rencontre, Maba Moukassa Mouellet Valerie a rappelé que le Fonds mondial alloue les subventions aux pays qui répondent aux conditions requises, de manière à ce qu'ils puissent obtenir un impact plus marqué dans la lutte qu'ils mènent contre le sida, la tuberculose et le paludisme. C'est ainsi que le comité de coordination nationale des projets financés par le Fonds mondial a reçu, le 7 avril, une lettre d'allocation pour la République du Congo portant attribution d'un financement pour la riposte à la covid-19 (C19RM) en 2021. « Cet atelier dont nous lançons les travaux ce matin marque le début du processus d'élaboration d'une subvention nécessaire pour lutter contre la covid-19 qui devra parvenir au Fonds mondial sous forme d'une allocation hiérarchisée de base et d'une allocation au-delà de la somme de base », a-t-elle signifié.

Séverin Ibara



Une vue des participants

tionale de la riposte à la covid-19 ; faire un état des lieux de la mise en œuvre des subventions covid précédemment allouées au pays et des progrès

de Pointe-Noire et la zone sud du pays ; identifier les besoins prioritaires du pays en matière de système communautaire ; identifier les besoins en assis-

NÉCROLOGIE



Guylin Ngossima Delus, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille Paud et la famille Nianga Mbouala, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur oncle, père et frère "Paud Joseph" survenu le 16 avril 2021 suite d'une longue maladie. Le programme des obsèques se présente comme suit :

Mercredi 28 avril 2021.

10h : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville

11h : recueillement sur place

12h : messe de requiem

13h30 : départ pour le cimetière du Centre-ville

16h00 : Fin de la cérémonie.

Anicet Donat Ilion, la famille Batika ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur frère, père et oncle Jean-Pierre Batika, survenu le 16 avril 2021.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Mana, n°50, à Moukondo (arrêt de bus Mère Ange).

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



REMERCIEMENTS



Magloire Nzonzi B. agent des Dépêches de Brazzaville, Célestin Mbemba, les Kahunga et la mutuelle Kahunga remercient parents, mutualistes, amis et connaissances, pour leur assistance multiforme lors du décès de leur fille, soeur, mère et grand-mère, Mme Richard Voumi née Irma Mbemba.

Qu'ils trouvent ici la reconnaissance de la famille.

RECRUTEMENT

Ferme d'élevage à Konbé recherche :

-Un volailler

-Un porcher

-Un gardien

Sérieux et disponible, âgé de 25 à 40 ans expérience souhaitée, niveau BEPC, BAC ou BTS.

Tel : 06 662 31 24 / 05 723 37 59

Email : bounsanad@yahoo.com

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Ndima Olamba Simon Japhat.

Je désire être appelée désormais Ndima Simon Japhat Gloria.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Les « Beaux séjours de Poto-Poto » un cadre idéal en plein cœur de Brazzaville

Situés entre la rue Yakoma et Makoua, Les « Beaux séjours de Poto-Poto » constituent la partie citadine du groupe Elonda Baré dont le premier site est situé dans la partie périurbaine dans la commune de Kintélé.



Inaugurée il y a quelques jours, cette structure s'inscrit dans l'accomplissement des idées de Victor Yela Gakosso, patron du groupe Elonda Baré, d'apporter un plus dans le développement touristique du Congo à l'image de ce qu'il a vu sous d'autres cieux. D'ailleurs, il a l'intention de ne point s'arrêter-là sinon faire encore plus, car dit-il, il a encore beaucoup de choses à proposer aux Congolais. Pour ce faire, il invite les Congolais qui sont d'abord les premiers consommateurs à l'accompagner pour aller

de l'avant, notamment par la consommation des produits dont les prix pense-t-il, défient toute concurrence, donc à la portée de toutes les bourses. Ainsi dit, aux « Beaux séjours de Poto-Poto » on trouve des salles avec installations modernes qui n'ont rien à avoir avec ce que l'on voit ailleurs. Ce nouvel espace touristique cinq niveaux regorge plusieurs restaurants. Au rez-de-chaussée se trouve une splendide salle de fêtes de 250 places. Alors qu'au premier niveau se trouvent, une salle de conférence, et

une salle de café pour ceux qui viennent pour des réunions, une salle d'esthétique Sona (communément appelé Tsoko) et une salle de massages-manucures-pédicures, bureaux. Au deuxième niveau, il y a une école d'hôtellerie, une école d'esthétique, et un cyber-café. Le troisième niveau par contre est constitué des appartements meublés, de deux, trois chambres, et studios. Ces mêmes appartements meublés sont placés au quatrième niveau, ainsi qu'une salle de sports (fitness) et ves-

tières. Enfin au cinquième niveau (à l'esplanade), il y a une belle vue panoramique de la ville de Brazzaville, la grande terrasse à côté de laquelle est placé un joli salon VIP, un bar de luxe, un restaurant de classe, une boutique pour habits et cosmétiques, une crêmerie, et la petite terrasse pour chicha, ...

Le responsable de cette structure invite les amoureux des belles œuvres touristiques à s'y rendre autant qu'ils voudront.

FONDATION
GOÏÈNE



**CRÉATION DE LA FONDATION
MARCEL GOTÈNE**



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

✉ fondationmarcelgotene@gmail.com

🌐 www.fondationgotene.com



Union européenne - République du Congo
Un partenariat • Des actions • Des résultats

Appel d'offre restreint

INTPA/BZV/2021/EA-RP/0017 - JO 2021/S 075-190602

La République du Congo, sur financement de l'Union Européenne, a lancé un appel d'offre pour **une assistance technique aux mairies de Nkayi et Owando**, dans le cadre de la Convention de financement n° FED/2019/039-389 "Villes résilientes en République du Congo".

Cette action entend permettre aux collectivités locales bénéficiaires de concevoir et gérer des projets d'aménagement urbain qui s'inscrivent dans une logique d'ensemble sur le plan stratégique (pluriannuel) et technique (incluant toutes les différentes composantes de la planification urbaine) et qui associent les bénéficiaires aux prises de décision contribuant ainsi à une démocratisation de la gouvernance locale. Le projet entend appuyer les collectivités locales dans ce processus de modernisation administrative et d'efficacité du développement urbain, visant par ailleurs à affirmer leur autonomie financière.

Toutes les informations relatives à cet appel d'offre notamment les critères de sélection et la procédure de dépôt des candidatures sont disponibles au lien suivant :

<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:190602-2021:TEXT:FR:HTML>

Date limite :

La date limite de soumission des candidatures est fixée au **19/05/2021 à 16h00** (date et heure de Brazzaville).

Délégation de l'Union européenne en République du Congo
Croisement rue Duplex - rue de la Libération de Paris - Quartier Blanche Gomes - B.P 2149 - Brazzaville
Téléphone : (+242) 05 500 24 00 - email : delegation-rep_of-congo@eeas.europa.eu
 @duecongobrazza  @UeCongoBrazza  eeas.europa.eu/delegations/congo-brazzaville_fr



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 info@adiac.tv 84, boulevard Denis-Sicou-N'Guessa
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

SALON OSIANE 2021

La valorisation des compétences digitales au cœur de la cinquième édition

L'édition 2021 du Salon international des technologies de l'information et de l'innovation (Osiane) s'est ouverte le 27 avril à Brazzaville, en présence du Premier ministre Clément Mouamba, des membres du gouvernement et des organismes partenaires.

Les jeunes startups, les chefs d'entreprises en transformation numérique, les experts et les parties prenantes du développement de l'innovation et du numérique de l'Afrique centrale sont à l'honneur. Cette cinquième édition du salon Osiane se tient du 27 au 30 avril en mode hybride (en présentiel et en virtuel), en raison de la crise sanitaire de Covid-19.

Pendant quatre jours, les intervenants vont plancher sur l'impact du digital sur les entreprises, l'accélération des sociétés basées dans la sous-région dans le processus de transformation numérique, tout en projetant l'avenir du numérique en République du Congo et dans la sous-région d'Afrique centrale.

Les participants évoqueront aussi les enjeux économiques

en matière de transactions, de monnaie électronique, de financement de projets innovants, de sécurité physique et virtuelle des systèmes d'information et leur contenu qui influent sur notre existence et sur le développement de l'ensemble des systèmes économiques, sociaux et culturels.

Pour cette année, souligne la coordonnatrice de l'édition, Rose Marie Ovaga Ofa, l'accent est mis, d'un côté, sur la convergence des univers physiques et virtuels, de l'autre côté, les exigences du développement socioéconomique et la valorisation des compétences digitales. Trois espaces sont ouverts pour permettre aux startups africaines de pouvoir s'exprimer.

« Il est prévu des ateliers spécifiques, les débats de leaders et

personnalités africains, l'exposition des inventions destinées à augmenter la visibilité des entreprises ou de leurs produits, afin de leur permettre d'aller à la conquête de nouveaux marchés au sein de la sous-région. Pour cela, trois espaces appropriés leur seront réservés : l'espace entreprises avec des stands ouverts au Palais des congrès ; l'espace startup sur e-Osiane et l'espace média », a laissé entendre Rose Marie Ovaga Ofa.

Pour le gouvernement congolais organisateur de l'évènement depuis son lancement en 2017, après cinq éditions, le salon Osiane est devenu une institution promotrice de l'économie numérique. « Le gouvernement a placé les technologies de l'information et de la communication

au cœur de son programme de développement. (...) S'adapter à cette nouvelle ère numérique et saisir les opportunités qui y sont associées, s'avère d'une importance cruciale pour réussir le processus de développement dans lequel s'est engagé notre pays », a indiqué Léon Juste Ibombo, ministre congolais des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique.

À noter qu'un forum avec peering meeting et conférence de financement est prévu en marge de ce salon de l'innovation. Il s'agit des échanges entre régulateurs, opérateurs, gestionnaires d'internet et point d'échange, pour orienter les marchés nationaux et internationaux d'internet. Quant à la conférence de financement, une réunion entre les bailleurs, investisseurs et ac-

teurs de l'écosystème numérique sera organisée à cette occasion pour mobiliser les fonds destinés aux projets structurants.

Une autre phase de l'évènement sera consacrée aux débats en table ronde, avec des panels stratégiques constitués d'experts de renommée internationale qui se concentreront sur « le numérique à l'ère de la distanciation, l'automatisation et la mobilité » ; « le rôle des acteurs dans l'écosystème d'internet et l'innovation pour la responsabilité publique » ; « le rapport de l'économie numérique à la Covid-19 » ; « l'impulsion de la Fintech en Afrique centrale » ; « le nouveau espace d'échange continental et le défi de e-commerce » ; « les identificateurs d'innovation technologique ».

Fiacre Kombo



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



MODE ET BEAUTÉ

Une Congolaise sacrée « Reine africaine du luxe »

Yolande Motse Akanati, styliste, modéliste et parfumeuse congolaise, a été désignée « Reine africaine du luxe » le 15 avril dernier par la Vallée des métiers de beauté (VMB) au Togo. Cette distinction récompense son parcours et son talent au service du rayonnement du continent.

Avec des créations allant des vêtements mixtes, aux bijoux colorés, en passant par une marque de parfumerie, Yolande Motse Akanati a toujours eu du flair pour la beauté et l'élégance à l'africaine. Sa particularité est liée au fait qu'elle propose au public des articles qui respectent non seulement l'environnement, mais qui prônent l'identité et la valeur de l'Afrique en général et du Congo, en particulier. Designé de façon originale et chic, le raphia arrive en tête des tissus utilisés par la créatrice congolaise.

Née à Brazzaville et élevée en France pendant son adolescence, la créatrice congolaise, également peintre, s'est fait un nom sur la scène artistique de son pays natal, au début des années 1980. Dans son parcours, elle a participé à des événements internationaux de mode et a fait asseoir, peu à peu, une belle réputation pour la qualité de ses produits, alliant tradition et modernité. Un savoir-faire puisé non seulement sur le continent, mais également grâce au parrainage par des grands noms de la mode comme l'Espagnol Paco Rabanne et le regretté costumier américain Donald Cardwell.

En 2010, l'artiste congolaise met en place Motse Akanati Créations Boutique à Brazzaville. Dans la vision de partager son expérience



Yolande Motse Akanati élue « Reine africaine du luxe » DR

avec la jeune génération, l'artiste lance en 2013 un institut de mode dans la capitale, permettant de livrer des cours de couture à la carte, design de mode, fabrication de bijoux et modelage. Pour la VMB, ses œuvres et sa renommée sur le plan national et international lui valent en partie cette reconnaissance. « C'est pour nous une manière de célébrer le parcours plus qu'élogieux de cette grande dame d'Afrique », a confié Eric Amétsipé, président de la VMB.

En parallèle, ce titre vient une fois de plus conforter l'implication de la gent féminine à réaliser de grandes choses et à être en mesure d'influencer de grandes foules. Actuellement, Yolande Motse Akanati partage sa vie entre la France et la République du Congo, en investissant son temps dans les affaires et sa famille.

Créée en 2017 à Lomé, au Togo, la Vallée des Métiers de Beauté (VMB) est une résultante du Forum international Afrique et beauté (FIAB). Son objectif est de mettre en place des groupements devant permettre à l'Afrique de développer son propre cosmétique, valoriser les plantes et développer une approche multifactorielle sur la conception de produits cosmétologiques.

Merveille Atipo

PRIX DU MEILLEUR PROJET DE COURT MÉTRAGE

L'IRD encourage la créativité des jeunes réalisateurs

La participation au concours du meilleur projet de court métrage Plein Suds est gratuite et ouverte à tout étudiant francophone de 18 à 28 ans, en solo ou en groupe. Le but est d'ouvrir le dialogue en laissant libre cours à l'imagination.

L'objet du concours est d'écrire un projet de court métrage de 18 minutes au maximum à réaliser dans un des pays d'implantation de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France ou à l'étranger, en lien avec ses thèmes de recherche (environnement, santé, biodiversité, climat...), à respecter la règle, la liberté éditoriale et artistique (fiction, documentaire, sérieux, ludique, décalé ou inattendu...), la validation du contenu scientifique doit se faire obligatoirement par un ou une chercheur de l'IRD ou d'un autre organisme ou université. Le dossier de candidature doit contenir un curriculum vitae, le contenu du projet doit être rédigé en une ou deux pages, la liste des recherches documentaires (choix du pays de tournage, bibliographies, intervenants scientifiques). Le candidat doit également fournir une note d'intention de réalisation écrite en cinq pages au maximum (synopsis, éléments de mise en scène) puis un engagement à respecter les clauses du concours ainsi qu'une lettre de recommandation d'un ou d'une chercheur de l'IRD ou d'un autre organisme scientifique (université ou centre de recherche).

Le lauréat ou la lauréate bénéficiera d'une aide à la réalisation d'une valeur de 2000 euros ; l'IRD apporte en fonction de ses possibilités un appui structurel, logistique et matériel selon les besoins du candidat ; la projection du court métrage dans le cadre du festival Pariscience 2022 (sous réserve de l'achèvement du film).

Les dossiers d'inscription doivent être envoyés avant le 1er septembre 2021 par voie postale à : IRD Images – DCPI/MCST Délégation régionale Île de France 32, avenue Henri Varagnat 93143 Bondy Cedex ; ou par voie électronique : concours.plein-suds(a)ird.fr

Le Prix Plein Suds sera remis au festival Pariscience 2021.

Rosalie Bindika

LIGUE DE BASKETBALL

Un tournoi de « mise en jambes » pour préparer le championnat de Brazzaville

La Ligue de Brazzaville de basketball a prévu, dans le plan de relance de ses activités, débiter par le tournoi de « mise en jambes » avant de lancer, le 15 mai, les championnats départementaux en vue de sélectionner les équipes championnes de Brazzaville.



Les équipes affûtent leurs armes pour la reprise Adiac

Le tournoi de « mise en jambes » permet aux équipes de toutes les catégories à mieux affûter leurs armes avant d'entamer les choses sérieuses.

En effet, l'Etoile du Congo a passé une sale journée du 26 avril. En version seniors hommes, elle a courbé l'échine devant l'Avenir du rail (44-52). Du côté des juniors hommes, Etoile du Congo a été battue par Club athlétique

renaissance aiglons (Cara), (70-74), avant de subir le même revers face à cette équipe (58-86) chez les cadets.

Chez les seniors dames, l'Interclub a battu Patronage (88-54), pendant que le match opposant l'Etoile du Congo à l'Avenir du rail (AVR) a été reporté ainsi que la double confrontation, Génération Miracle-BCM, dans les catégories juniors et cadets hommes.

Le 25 avril, par contre, dans la même catégorie, AVR a dominé Cara (58-46). Cependant, chez les juniors, le Cara a pris sa revanche en l'emportant (72-51). Chez les seniors dames, Brazza basket a pris le meilleur devant Interclub (45-41), puis au niveau des seniors hommes, le RCO a battu Diables noirs basketball (87-64).

James Golden Eloué